

## ACKNOWLEDGEMENTS

PATRICK MOREAU

The economic crises of 2008 – 2009, the tensions concerning the Euro, the Greek question and the refugee problem have fueled a strong “Eurosceptic” movement. This vague term hides complex political and social realities as well as an extreme variety of political discourse and practice. At the 2009 European elections and at the national elections between 2009 and 2014, the rise of Eurosceptic forces could be observed in virtually all political systems of the member states of the European Union.

Besides the traditional classification as “hard” or “soft” anti-European groupings, within the political, numerous actors can be found who are ideologically both on the left and on the right, extremist or not. Sometimes, for example in Italy, they cannot be assigned to a category at all.

This variety was a challenge for the analysis. Does the discourse of Eurosceptic parties of the conservative camp, for example, from Poland or Great Britain, differ from that of national-populist formations from the Nordic countries, France or Austria? Is the anti-European agitation of the Greek or Cypriot extreme right hardliners similar to that of regionalist parties like the Northern League or Vlaams Belang? Can we equate the anti-Europeanism of the Greek and Czech Communists and the alter-Europeanism of post-Communist parties with the positions of “parties of disruption” like the Five Star Movement in Italy or Podemos in Spain?

Besides the analysis of the organizations and parties as well as the chronology of their progress and defeats, we had to evaluate the discourses and the voters. What reasons prompt anti-European voters: rejection of immigration, xenophobia, fear of the future, of the loss of the achievements of the past, or acculturation, nationalism, falling back to regionalism and “Heimat”, and the rejection of capitalism and globalization? Or is it the collective disappointment about the incapacity of the European elites to promote their values and communicate with the majority of voters? We tried to respond to all these questions.

The immensity of the project required the participation of scientist from the whole of Europe who had already addressed this issue in their research before. Three partners helped us realize several phases of our research project and have supported us this time, too. We greatly appreciate this.

The first to be mentioned are the University of Strasbourg and the Centre de la Recherche Scientifique. They have co-financed the excellence project IDEX “The European Integration and the New anti-Europeanism” of the UMR Dynamiques européennes. The support of the scientific and administrative directions of the University and the CNRS was a key factor of success of our work. And finally, we want to express our deep gratitude to the Airbus Group. With a significant financial contribution, it has funded our research and will continue to do so.

It is too early to take stock of our activities because they shall continue until the end of 2017. Still, first results are already available. Three international confer-

ences were held, two books were already published, another volume is currently in production, and a fourth one is being prepared<sup>1</sup>. There, the University of Strasbourg, the CNRS and the Airbus Group support our efforts to understand the present crisis of the European integration. We hope that this way, we shall be able to contribute to the re-foundation and re-vitalization of this great collective project.

## REMERCIEMENTS

Les crises économiques de 2008-2009, les tensions autour de l'Euro, la question grecque comme celle des réfugiés sont venus nourrir un puissant courant « eurosceptique ». Derrière ce terme vague se cachent des réalités politiques et sociales complexes et une extrême variété de discours et de pratiques politiques. A l'occasion de l'élection européenne de 2009, mais aussi dans la quasi-totalité des systèmes politiques des pays membres de la Communauté européenne, on a pu observer à l'occasion des élections nationales de la période 2009 – 2014, la montée en puissance des forces eurosceptiques.

Par-delà la classification traditionnelle entre les formations anti-européaniste « dures » et « molles », on découvre dans les systèmes politiques de nombreux acteurs idéologiquement situés tant à gauche qu'à droite, extrémistes ou non, mais aussi parfois « hors normes » comme dans le cas italien.

Cette variété était un défi pour l'analyse. Les partis eurosceptiques du champ conservateur en Pologne ou en Grande Bretagne par exemple tiennent-ils un autre discours que celui des formations nationales-populistes des pays nordiques, de France ou d'Autriche ? L'agitation anti-européenne de l'extrême-droite dure du type grec ou chypriote ressemble-t-elle à celle des partis régionalistes comme la Ligue du Nord ou le Vlaams Belang ? L'hostilité à l'Europe des communistes grecs ou tchèques, l'alter-européisme des partis post-communistes est-elle à mettre sur le même plan que les positions des partis de rupture comme le mouvement Cinq Étoiles en Italie ou Podemos en Espagne ?

Au-delà de l'analyse des organisations et des partis, de la chronologie de leurs montées en puissance ou de leurs échecs, il nous est apparu nécessaire de nous pencher sur les discours et les électeurs. Quelles sont les motivations de ces votes anti-européens : rejet de l'immigration, xénophobie, peur de l'avenir, de la perte des acquis du passé ou l'acculturation, nationalisme, replis sur le régionalisme et l'Heimat, hostilité au capitalisme et la globalisation ? Ou peut-être une déception collective devant l'incapacité des élites européennes à faire connaître leurs valeurs et à communiquer avec le gros des électeurs ? Autant d'interrogations auxquelles nous avons souhaité répondre.

1 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 – 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of « external » states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

L'immensité du projet impliquait une mobilisation de scientifiques venus de l'ensemble de l'Europe et ayant dans le cadre de leurs recherches abordé cette question. Trois partenaires nous ont aidé à réaliser plusieurs étapes de la recherche et soutiendront la poursuite de cette dernière, ce dont nous les remercions vivement.

Tout d'abord, l'Université de Strasbourg et le Centre de la Recherche Scientifique qui ont cofinancé le projet d'excellence IDEX « L'intégration européenne et le nouvel anti-européisme » de l'UMR Dynamiques européennes. L'appuis des directions scientifiques et des administrations de l'Université et du CNRS a été une des clés de nos avancées. Enfin, toute notre reconnaissance va au Groupe Airbus, qui a lui aussi largement contribué financièrement à notre recherche et soutient à l'avenir notre travail.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan de nos activités qui se poursuivront jusqu'en fin 2017. Mais on peut cependant évoquer les premiers acquis. Trois colloques internationaux ont été tenus, deux livres ont déjà été publiés, un ouvrage est en cours d'édition et un quatrième en préparation<sup>2</sup>. Là encore, l'université de Strasbourg, le CNRS et le Groupe Airbus nous accompagnent dans notre travail qui vise à comprendre la crise que connaît l'intégration européenne, ceci afin – et nous l'espérons – de pouvoir contribuer à la refondation – et à la revitalisation de ce grand projet collectif.

## DANKSAGUNG

Die Wirtschaftskrisen von 2008 und 2009, die Spannungen um den Euro, die griechische Frage und das Flüchtlingsproblem haben eine starke „euroskeptische“ Bewegung erwachsen lassen. Hinter diesem unscharfen Begriff verbergen sich komplexe politische und soziale Realitäten und eine extreme Vielfalt von politischen Diskursen und Handlungsweisen. Bei den Wahlen zum Europäischen Parlament von 2009, aber auch bei den nationalen Wahlen zwischen 2009 und 2014 war in praktisch allen politischen Systemen der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union das Erstarken euroskeptischer Kräfte zu beobachten.

Neben der traditionellen Unterscheidung zwischen „harten“ und „weichen“ antieuropäischen Gruppierungen finden sich in den politischen Systemen zahlreiche Akteure, die ideologisch sowohl links als auch rechts stehen, extremistisch sind oder auch nicht und manchmal, z.B. in Italien, auch keiner Kategorie zugeordnet werden können.

Diese Vielfalt war eine Herausforderung für die Analyse. Ist der Diskurs der euroskeptischen Parteien des konservativen Spektrums, etwa aus Polen oder

2 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 - 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of « external » states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

Großbritannien, ein anderer als derjenige der nationalpopulistischen Gruppierungen aus den nordischen Ländern, Frankreich oder Österreich? Ähnelt die antieuropäische Agitation der griechischen oder zyprischen harten Rechtsextremen derjenigen der regionalistischen Parteien wie Lega Nord oder Vlaams Belang? Können die Europafeindlichkeit der griechischen oder tschechischen Kommunisten und der Altereuropäanismus der postkommunistischen Parteien gleichgesetzt werden mit den Positionen von „Umbruchparteien“ wie der Fünfsterne-Bewegung in Italien oder Podemos in Spanien?

Neben der Analyse der Organisationen und Parteien sowie der Chronologie ihres Erstarkens und ihrer Niederlagen, war es unerlässlich, uns mit den Diskursen und den Wählern zu befassen. Welches sind die Motive der europafeindlichen Wähler: Ablehnung der Zuwanderung, Xenophobie, Angst vor der Zukunft, vor dem Verlust der Errungenschaften der Vergangenheit, oder Akkulturation, Nationalismus, Rückzug auf den Regionalismus und die Heimat, die Ablehnung des Kapitalismus und der Globalisierung? Oder handelt es sich um die kollektive Enttäuschung über die Unfähigkeit der europäischen Eliten, ihre Werte zu vermitteln und mit der Mehrzahl der Wähler zu kommunizieren? Wir haben versucht, all diese Fragen zu beantworten.

Der immense Umfang des Projekts erforderte die Beteiligung von Wissenschaftlern aus ganz Europa, die sich in ihren Forschungen bereits mit dieser Fragestellung befassten. Drei Partner unterstützten uns bei der Umsetzung mehrerer Abschnitte unseres Forschungsprojektes und taten dies auch dieses Mal. Dafür danken wir Ihnen herzlich.

An erster Stelle sind die Universität Straßburg und das Centre de la Recherche Scientifique zu nennen. Sie haben das Exzellenzprojekt IDEX „Die europäische Integration und der neue Antieuropäanismus“ des UMR Dynamiques européennes kofinanziert. Die Unterstützung der wissenschaftlichen und administrativen Leitung der Universität und des CNRS waren einer der Schlüssel zum Erfolg unserer Arbeit. Und schließlich sind wir der Airbus Gruppe zu tiefstem Dank verpflichtet. Sie hat mit ihrer großzügigen finanziellen Unterstützung unsere Forschung gefördert und wird auch künftig unsere Arbeit unterstützen.

Es ist zu früh für eine Bilanz, da unser Projekt bis Ende 2017 fortgesetzt wird. Dennoch können wir bereits erste Ergebnisse vorweisen. Drei internationale Konferenzen fanden statt, zwei Bücher sind bereits erschienen, ein weiterer Band ist derzeit im Druck, ein vierter in Vorbereitung<sup>3</sup>. Auch hierbei unterstützen die Universität Straßburg, der CNRS und die Airbus Gruppe unsere Arbeit. Wir wollen die derzeitige Krise der europäischen Integration verstehen, um so hoffentlich einen Beitrag zur Erneuerung und Wiederbelebung dieses großen Gemeinschaftsprojektes leisten zu können.

3 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 - 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of „external“ states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

# INTRODUCTION

BIRTE WASSENBERG

Since the 2004 enlargement towards the East, the European Union (EU) has been afflicted by severe internal and external consecutive crises. The rejection of the draft of the EU constitution by the negative referenda of the Dutch and French population abruptly stopped the euphoria that had accompanied the process of European integration.<sup>1</sup> The rescue bid of the so-called “simplified” Lisbon Treaty had barely re-launched the European zest in 2008 when the international economic and financial crisis de-stabilized the Euro-zone within the EU to such an extent that Greece was threatened with exclusion from the monetary union. And while the EU member states were still haggling with each other over reform packages to solve this crisis, the next one was already beginning to emerge: For years, the refugee problem had been visible at the maritime borders of Italy, Spain and Greece as well as at the Schengen border of the Channel Tunnel between Calais and Dover. In summer 2015, it escalated when Hungary blocked its external border, and the Dublin agreement was suspended. In addition, since the failed attempt at an economic agreement with Ukraine and the resulting conflict between Russia and Ukraine in 2014, the EU has been fighting for the reputation of its tediously established European Neighborhood Policy.

It does not come as a surprise that in this context, the breeding grounds of anti-European movements have been growing exponentially. In fact, in almost every EU member state, Eurosceptic parties clearly increased their share of the vote at the 2014 European elections.<sup>2</sup> However, for a more detailed general or country-specific analysis, three issues ought to be considered beforehand.

First, the examination of this phenomenon should not over-emphasize the current situation. Previous research of political scientists and recent findings of contemporary historians have indicated that Euroscepticism and anti-Europeanism have been widely known phenomena.<sup>3</sup> In the 1980s, political scientists initially identified Euroscepticism as a British phenomenon entering the British political arena with Margaret Thatcher’s rejection of the European Community (EC).<sup>4</sup> They identified two types of opposition against Europe: the rejection of the principle underlying European integration itself (hard Euroscepticism) and opposition against its realization by the EC and later by the European Union (soft

1 Muriel RAMBOUR, “Les oppositions à l’Europe sont-elles structurées politiquement ?” in: Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN, Birte WASSENBERG, (ed.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

2 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

3 Cf. Maria GAINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l’Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

4 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIAK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

Euroscepticism).<sup>5</sup> Historically, Euroscepticism can be traced back much further: Opposition to Europe is as old as the idea of European integration itself.<sup>6</sup> Contemporary historians point out that Euro-pessimism existed during the early crises of the process of European unification, for example, due to de Gaulle's policy of the empty chair in 1965, or during the period of Euro-sclerosis in the 1970s. Numerous European projects existed even in the interwar period of the 1920s and 1930s. But they failed due to the generally anti-integrationist attitude of this period.<sup>7</sup>

Secondly, it is important for the analysis of Eurosceptic and anti-European movements within the European Parliament, to study this political phenomenon within its global socio-political and societal context. Since the early 1990s at the latest, opposition against Europe has become a pan-European problem concerning large parts of the population in Europe.<sup>8</sup> Since the Danish rejection of the Maastricht Treaty in 1992 and the very narrow French majority for this further step towards European integration, Euroscepticism has been on a steady rise and has in fact become a visible problem for the EU as a whole. The negative reactions at various referenda on the following European Treaty of Nice, the European Constitutional Treaty or the Lisbon Treaty demonstrate the end of the so-called "permissive consensus" on European integration, i.e., the end of the passive acceptance of this process by the European citizens.<sup>9</sup> Reasons persistently named for the loss of this "permissive consensus" are "the lack of political legitimacy" of the European institutions<sup>10</sup>, the remoteness of the Brussels Bureaucracy, and the failure to explain the elitist construction of the European institutions to the citizens<sup>11</sup>. Thus, a part of the growing success of anti-European political parties may also result from the rise of public Euroscepticism.

Thirdly, when identifying anti-European and Eurosceptic movements, we have to take into consideration, that since the 1990s, within the political spectrum, the "classic" marginal parties from the left or right wing extreme camp (neo-communist, post-communist, national-populist, and right-wing extremist groups) are no longer predominant. Instead, new anti-European parties have entered the scene (for example the Five-Star-Movement in Italy) while so-called mainstream parties (like the German Social Democrats, British Conservatives, or

- 5 Petr KOPECKY, Cas MUDDÉ, "The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe", *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.
- 6 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.
- 7 Marie-Thérèse BITSCH, "Préface", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.
- 8 Frédéric CLAVERT, "Introduction", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.
- 9 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.
- 10 Simon LANG, "Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.
- 11 Eugen PFISTER, "Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschaun nach 1945" in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

French neo-Gaullists) also champion anti-European or Eurosceptic positions.<sup>12</sup> For this reason, Euroscepticism and anti-Europeanism prove to be a particularly complex phenomenon which is neither homogeneous in its political expression nor evenly distributed, uniform or equally strong in all European countries.

Above all, this approach requires a very sophisticated analysis proceeding by country as well as using an interdisciplinary approach. The two volumes on the 2014 *European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* focus on the analysis of the electoral success of the anti-European parties in the EU member states. In the first volume, anti-Europeanism and Euroscepticism are analyzed as political phenomena and objects of interdisciplinary research. The focus is on the “traditionally” Eurosceptic Great Britain and on the sometimes very recent anti-European movements within the EC founding states (France, Germany, Italy, Netherlands). In the second volume, three further groups of EU member states are studied: the Mediterranean states that – with the exception of Cyprus – acceded the EU in the 1980s (Spain, Portugal, Greece), followed by the Scandinavian states (Sweden and Finland) and Austria who had joined the EU in 1995, and finally, the states of the 2004 enlargement, i.e., the Central and Eastern European and the Baltic countries (Czech Republic, Slovakia, Hungary, Estonia, and Latvia).

The first section of the second volume of our series *European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* is dedicated to the Southern EU member states. With the exception of Cyprus, they have been members since the 1980s. At the European elections, Eurosceptic parties were particularly successful in Spain and Greece. Their triumph is considered a consequence of the severe economic and financial crisis and the resulting attitude of the EU towards these states. Thus, Antonio Elorza considers Pablo Iglesias and his radical left-wing party Podemos’ May 2014 election to the European Parliament the first step of a political rise the party intends to use in order to gain domestic political power. Thus, anti-Europeanism is considered the means to the end of reaching national political goals.

According to Iannis Konstantinidis, the dramatic rise of the anti-European vote in Greece is a clear sign of the Greeks’ disappointedly turning away from the EU. This “new” hard opposition against Europe is not only proven by the electoral success of anti-European parties at the 2014 Europeans, but even more so by the 2015 referendum when the Greeks rejected the agreement proposed by the European partners thus endangering Greece’s remaining an EU member.

According to Andreas Stergiou’s analysis of Euroscepticism in Cyprus, the picture of the resistance against Europe is not quite so clear. The author explains that besides the two anti-European parties (the Cypriot communist party AKEL and the right-wing extremist party ELAM), there are many heterogeneous, non-partisan Eurosceptic perceptions which can be assigned neither to the classic “hard” nor to “soft” Euroscepticism.

In terms of the rising anti-Europeanism at the Europeans, Portugal can justly be called the exception among the Southern European states. Alice Cunha explains that in spite of the deep economic crisis and ensuing problems like debt

12 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, “Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs”, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l’Europe ?*, *op. cit.*, p. 141-155

and unemployment, there was no rise of hard Euroscepticism in Portugal. The 2014 electoral results of right-wing and left-wing extremist anti-European parties are comparable with those of the previous European election (2009).

The Scandinavian members and Austria had joined the EU in 1995. Analyzing them in the second section of this volume, we have to differentiate between "traditional" Nordic Euroscepticism and the new anti-European movements. Svante Ersson explains how initially Eurosceptic Sweden had adopted an increasingly positive attitude towards the EU. Anti-Europeanism enjoyed something of a renaissance due to the electoral success of the populist Sweden Democrats (SD) at the 2014 Europeans. However, this party does not primarily fight the EU but especially immigration. It champions anti-European views particularly with regard to this issue.

In Finland, too, no party strives for the country's withdrawal from the EU, David Arter confirms. Mostly due to the Finish single transferable vote, Eurosceptic candidates were able to win a quarter of the votes at the 2014 European elections. In Austria, the situation is completely different, as Patrick Moreau explains in his essay. Ideologically, the FPÖ is a hard anti-European party. Its success at the 2014 Europeans is above all the result of the disappearance of all other right-wing extremist groups. This enabled the FPÖ to attract a far wider range of the Austrian electorate. Thus, opposition against Europe has become a mainstream position. This tendency has been aggravated by the economic crisis, the rise of unemployment, and immigration.

The third section of this volume concentrates on the Eastern and Central European as well as the Baltic States, all of them EU members since 2004. They experience very different forms of Euroscepticism. Petr Kaniok, for example, explains that Czech Eurosceptic movements are still very weak. At the 2014 European elections, anti-European party positions had little importance. Peter Spáč's analysis of the Slovak situation, however, shows major changes:

At the end of the 1990s, all parties responded positively to European integration due to the prospect of EU-membership. In recent years, Euroscepticism has grown. Due to the disenchantment with Europe, four anti-European parties ranging from the liberal to the right-wing extremist spectrum competed successfully at the 2014 Europeans. Still, the established political parties have maintained their positive stance on the EU and are integrated into the European party structures.

In Hungary, anti-Europeanism is much more pronounced. Péter Csingár demonstrates the profound changes of the Hungarian party system since the accession to the European Union in 2004. Facing the EU, national pride has grown to the extent that Euroscepticism is prevailing in almost every party. At the 2014 European election, predominantly Eurosceptic positions were advocated, even though their form and intensity differed. In the Baltic States, Euroscepticism has different origins. Toomas Alatalu explains that in Estonia, the rejection of the EU mirrors the distrust of the Estonian political elite rather than true anti-Europeanism. This also explains the electoral success of some independent Eurosceptic politicians who entered the European Parliament as protest candidates. In contrast, Juris Rozenvalds emphasizes that the younger Latvian population – including the Russian speakers – is generally pro-European. Euroscepticism is more likely fueled by the Russian language media controlled by Russia. In this



case, the roots of Euroscepticism are rather domestic and connected with the treatment of the Russian-speaking minority in Latvia.

## INTRODUCTION

BIRTE WASSENBERG – PATRICK MOREAU

Depuis 2004, date de son expansion à l'Est, l'Union Européenne (UE) a été ébranlée par une série successive de graves crises internes et externes. L'euphorie du processus d'intégration avait décliné à la suite du rejet de projet de constitution européenne en 2005 par les référendums des électeurs français et néerlandais.<sup>13</sup> L'élan européen avait à peine repris sa dynamique grâce à la tentative de sauvetage du traité de Lisbonne « simplifié » de 2008 que la crise économique et financière internationale déstabilisait largement la zone Euro au sein de l'UE et faisait que la Grèce se trouvait menacé d'exclusion de cette dernière. Alors que les États-membres de l'UE étaient en train de négocier entre eux le paquet de réformes devant mettre fin à cette crise, une nouvelle crise se profilait insidieusement. La question des réfugiés, qui, à l'été 2015, à la suite de la fermeture de ses frontières par la Hongrie et l'abrogation de l'accord de Dublin, se posait avec acuité, était depuis des années perceptible aux frontières maritimes de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne, ainsi qu'à la frontière Schengen de l'Eurotunnel entre Calais et Douvres.

Il n'est pas surprenant que dans un tel contexte un terreau favorable à des mouvements anti-européens soit apparu et ait grandi en importance de manière exponentielle. De fait, les résultats des élections européennes de 2014 montrent une croissance en pourcentage des électors des partis eurosceptiques dans la plupart des pays membres de l'UE.<sup>14</sup> En préalable à une analyse globale plus détaillée ainsi qu'à des présentations nationales spécifiques, il nous faut prendre en compte trois dimensions.

Tout d'abord, ce phénomène ne doit pas être analysé sous un angle trop marqué par l'actualité. Les recherches en sciences politiques ainsi que les nouveaux acquis des historiens contemporains montrent que l'euroscepticisme et l'anti-européanisme sont des phénomènes largement connus<sup>15</sup>. Ils identifient clairement l'euroscepticisme tout d'abord comme un phénomène britannique, qui fit son entrée dans l'arène politique britannique avec l'attitude de refus de Margaret Thatcher vis-à-vis de la Communauté Européenne (CE)<sup>16</sup>. A cette occasion, on put différencier entre deux types d'opposition à l'Europe. D'une part, une oppo-

13 Muriel RAMBOUR, « Les oppositions à l'Europe sont-elles structurées politiquement? » in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

14 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

15 Cf. Maria GAINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

16 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIAK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

sition contre le principe d'unification européenne en soi (*hard Euroscepticism*) ; d'autre part, une opposition contre la manière dont elle était réalisée, d'abord par la CE, puis par l'UE (*soft Euroscepticism*)<sup>17</sup>. D'un point de vue historique, on peut découvrir l'existence d'un euroscepticisme beaucoup plus ancien. Les résistances contre l'Europe sont aussi vieilles que l'idée d'Europe elle-même<sup>18</sup>. Les historiens contemporains montrent que des attitudes europessimistes ont existé à l'occasion des crises précoces du processus d'unification européenne, par exemple en 1965 avec la politique de De Gaulle de la chaise vide ou dans la phase d'euro-sclérose dans les années 70. Ceci vaut aussi dans l'entre-deux-guerres des années 20 et 30, une période dans laquelle il existait beaucoup de projets européens, mais qui allaient échouer dans l'atmosphère générale d'hostilité à l'intégration de cette période<sup>19</sup>.

Deuxièmement, il est important pour l'analyse des partis eurosceptiques ou anti-européens au parlement européen de replacer ces phénomènes politiques dans un contexte sociétal et socio-politique global. L'opposition à l'Europe est, depuis le début des années 90, un problème global en Europe, qui concerne de vastes franges des populations. Avec le refus des Danois d'adopter le traité de Maastricht en 1992 et la courte majorité de la des électeurs français en faveur de cette nouvelle étape de l'Union européenne, l'euroscepticisme progressait constamment et est devenu, ce faisant, un problème visible pour la totalité de l'UE.<sup>20</sup> Le comportement de rejet à l'occasion des différents référendums qui ont suivi – traité de Nice, de la constitution européenne, traité de Lisbonne – illustre la disparition du « consensus permissif » de l'unification européenne, c'est à dire la fin d'une tolérance passive de ce processus par les citoyens européens.<sup>21</sup> Les raisons qui en sont la cause ont été analysées de manière concordante : on évoque le « manque de légitimité politique » des institutions européennes<sup>22</sup>, la bureaucratie bruxelloise loin des citoyens<sup>23</sup> ainsi que l'incapacité de rendre compréhensible aux citoyens la construction élitaire des institutions européennes. Le succès croissant des partis politiques anti-européens trouve donc partiellement ses racines dans la montée globale de l'euroscepticisme.

Troisièmement, il faut lors de l'identification des mouvements anti-européens et eurosceptiques faire attention au fait qu'il ne s'agit plus principalement, depuis le début des années 90, de partis de la marge appartenant à l'extrême-gauche ou à l'extrême-droite (formations néo-communistes, postcom-

- 17 Petr KOPECKY, Cas MUDDE, « The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe », *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.
- 18 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.
- 19 Marie-Thérèse BITSCH, « Préface », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.
- 20 Frédéric CLAVERT, « Introduction », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.
- 21 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.
- 22 Simon LANG, « Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.
- 23 Eugen PFISTER, « Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschaun nach 1945 » in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

munistes, national-populistes ou extrémistes de droite), mais aussi de nouveaux partis anti-européens (par exemple, le Mouvement Cinq étoiles en Italie) auxquels s'ajoutent des partis du mainstream (par exemple les sociaux-démocrates allemands, les conservateurs britanniques ou les néo-gaullistes français) qui défendent des positions anti-européennes ou eurosceptiques<sup>24</sup>. Ce faisant, l'euroscepticisme et l'anti-européanisme se révèlent comme des phénomènes particulièrement complexes, qui ne sont homogènes ni dans leurs formes d'expressions politiques, ni identiques, ni également forts dans tous les pays européens.

Une telle approche implique une analyse très différenciée, qui passe par des mises en perspectives par pays, mais aussi interdisciplinaires. Dans nos deux livres „2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism“, nous nous penchons sur les succès électoraux des partis hostiles à l'Europe dans les pays membres de l'EU. Dans le premier livre, nous portons notre attention sur l'anti-européanisme et l'euroscepticisme comme phénomène politique et objet de recherches interdisciplinaire. Dans cet ouvrage, nous présentons tout d'abord l'euroscepticisme « traditionnel » de la Grande-Bretagne et les nouveaux mouvements anti-européens actifs dans les pays fondateurs de la CE (France, Allemagne, Italie, Hollande). Dans le second volume, nous présentons trois autres groupes de pays membres : les pays de la méditerranée, qui, à l'exception de Chypre ont adhéré dans les années 80 (Espagne, Portugal, Grèce), puis les pays scandinaves adhérents depuis 1995 (Suède et Finlande) et enfin les Etats adhérents en 2004, c'est à dire les pays d'Europe centrale et de l'Est et les pays Baltes (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Estonie et Lettonie).

Le deuxième volume de notre série *European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* analyse dans sa première partie les pays du sud de l'Europe, qui, à l'exception de Chypre appartiennent à CE depuis les années 80. En Espagne et en Grèce surtout, le succès des partis eurosceptiques est interprété comme une conséquence de la grave crise économique et monétaire et de l'attitude de l'UE vis-à-vis de ces pays. Antonio Elorza voit dans l'entrée de Pablo Iglesias et de son parti radical de gauche Podemos comme le premier signal d'une expansion à venir de ce courant, ce parti visant en Espagne à devenir un facteur de pouvoir.

La montée en puissance en Grèce d'un comportement électoral hostile à l'Europe est vue par Iannis Konstantinidis comme le signe évident d'un désamour des grecs vis-à-vis de l'UE qui les a déçus. Cette « nouvelle » opposition dure à l'Europe s'est vue confirmée non seulement par le succès des partis anti-européens à l'élection de 2014, mais aussi à l'occasion du référendum de 2015, les grecs rejetant les accords proposés par les partenaires européens et mettant, ce faisant, en péril le maintien de la Grèce dans l'UE.

L'analyse de l'euroscepticisme à Chypre faite par Andreas Stergiou ne donne pas une image très claire de résistance à l'Europe. L'auteur argumente qu'à côté des deux partis anti-européens (le parti communiste chypriote AKEL et le parti d'extrême-droite ELAM), il existe de nombreuses sensibilités hétérogè-

24 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, « Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs », in Birte WASSEBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 141-155.

nes, non liées à un parti, mais qui ne peuvent être classifiées d'euroscpticisme « dur » ou « mou ».

Le Portugal reste, dans le cadre général d'une montée de l'hostilité à l'Europe, une exception évidente. Alice Cunha constate que malgré la grave crise économique et les problèmes liés comme l'endettement et le chômage, aucun euroscpticisme dur n'est apparu et que les résultats électoraux des partis extrémistes de droite et de gauche sont restés semblables à ceux des élections européennes antérieures (2009).

A l'occasion de l'analyse des pays scandinaves ayant adhéré à l'EU en 1995 et de l'Autriche dans ce second volume, il faut distinguer entre le scepticisme européen nordique « traditionnel » et les nouveaux mouvements anti-européens. Svante Erson montre que la Suède, à priori eurosceptique, a eu à partir de 1995 une attitude de plus en plus favorable à l'EU. L'hostilité à l'Europe a connu toutefois une sorte de renaissance à l'occasion des élections européennes de 2014 avec le succès du parti national-populiste *Schwedendemokraten* (SD). Ce parti n'a pas comme priorité la lutte contre l'EU, mais s'engage surtout sur les questions d'immigration, à partir desquelles il développe une argumentation anti-européenne.

David Arter nous confirme dans son analyse qu'aucun parti en Finlande ne veut quitter l'EU. Néanmoins, le système électoral finlandais a permis aux candidats eurocritiques de recueillir un quart des voix à l'occasion des élections européennes de 2014. En Autriche, la situation est tout autre comme le montre Patrick Moreau dans son article. Le FPÖ est un parti anti-européen dur, dont le succès aux Européennes de 2014 trouve son origine dans la disparition des formations d'extrême-droite concurrentes, le FPÖ attirant ainsi une large frange de la population autrichienne. L'opposition à l'Europe est ainsi devenu un *mainstream*, une tendance encore renforcée par la crise économique, la montée du chômage et l'immigration.

La troisième partie de notre livre porte sur les pays de l'Europe centrale et de l'Est, ainsi que sur les pays baltes. Ces pays membres de l'EU depuis 2004 connaissent des formes très différentes d'euroscpticisme. Alors que Petr Kaniok montre que les mouvements eurosceptiques tchèques sont faibles et n'ont pas réussi à l'occasion des élections européennes de 2014 à gagner du terrain, Peter Spáč's souligne l'évolution de la situation en Slovaquie.

Alors qu'à la fin des années 90, la perspective d'une adhésion à l'EU et à l'intégration européenne se voyait saluer par tous les partis, l'euroscpticisme a cru ces dernières années. Déçues par l'Europe, quatre formations hostiles à l'UE allant des libéraux à l'extrême-droite ont remporté des succès aux Européennes de 2014, même si les partis politiques établis continuent à être favorables à l'EU et sont actifs dans les partis européens.

En Hongrie, l'anti-européanisme est encore plus affirmé. Péter Csingár montre les dramatiques changements intervenus dans le paysage partisan hongrois depuis l'adhésion du pays à l'UE en 2004. La conscience du fait national en opposition à l'UE s'est renforcé à un tel point que l'euroscpticisme domine dans presque tous les partis. A l'occasion des européennes de 2014, on observe la diffusion globale de positions largement eurosceptiques, toutefois sous des formes et des intensités différentes. Dans les Etats baltes, le succès de l'euroscpticisme a d'autres raisons. Toomas Alatalu constate qu'en Estonie le rejet de l'UE est plus un reflet de la méfiance régnante à l'encontre des élites politiques estoniennes

qu'une réelle hostilité à l'Europe. Ceci explique pourquoi quelques politiciens eurosceptiques indépendants et protestataires ont été candidat et pu être élus aux Européennes. Juris Rozenvalds montre dans son article que la jeunesse lettone – y compris celle de langue russe – sympathise en général avec l'Europe. L'euroscepticisme s'exprime par contre dans le paysage médiatique de langue russe contrôlé par la Russie. L'euroscepticisme a donc ici plutôt des racines politiques internes, qui sont en rapport avec le traitement par la Lettonie de sa minorité russe.

## EINFÜHRUNG

BIRTE WASSENBERG – PATRICK MOREAU

Seit der Ostererweiterung 2004 wird die Europäische Union (EU) immer wieder von schweren internen und externen Krisen geschüttelt. Bereits 2005 wurde die Euphorie des europäischen Integrationsprozesses wurde schon durch die Ablehnung des EU-Verfassungsentwurfes durch die negativen Referenda der niederländischen und französischen Bevölkerung 2005 jäh gestoppt<sup>25</sup>. Kaum war der Europa-Elan durch den Rettungsversuch des sogenannten „vereinfachten“ Lissabonner Vertrages 2008 wieder lanciert, als die internationale Wirtschafts- und Finanzkrise die Eurozone innerhalb der EU weitgehend destabilisierte und zwar so weit, dass Griechenland der Ausschluss aus der Währungsunion drohte. Während die EU-Mitgliedstaaten noch miteinander um die Reformpakete zur Behebung dieser Krise feilschten, bahnte sich schleichend schon die nächste Krise an: die Flüchtlingsproblematik, die im Sommer 2015 nach Abriegelung der ungarischen Außengrenze und dem Aufheben des Dublin-Abkommens eskalierte. Sie hatte sich an den maritimen Grenzen Italiens, Spaniens und Griechenlands sowie an der Schengen-Grenze des Eurotunnels zwischen Calais und Dover schon seit Jahren abgezeichnet. Dazu kämpft die EU seit dem gescheiterten Versuch eines Wirtschaftsabkommens mit der Ukraine und dem dadurch ausgelösten Ukraine-Russland Konflikt 2014 um das Ansehen ihrer gerade erst mühsam aufgebauten Europäischen Nachbarschaftspolitik.

Es ist nicht verwunderlich, dass in einem solchen Kontext der Nährboden für anti-europäische Bewegungen exponentiell wächst. In der Tat zeigen die Ergebnisse der europäischen Wahlen 2014 einen klaren prozentualen Wählerzuwachs für europaskeptische Parteien in fast allen Mitgliedstaaten der EU<sup>26</sup>. Für eine nähere allgemeine sowie länderspezifische Untersuchung dieser Ergebnisse sollten jedoch drei Punkte im Voraus berücksichtigt werden.

Erstens sollte dieses Phänomen nicht aus einer zu stark aktualitätsbezogenen Perspektive beleuchtet werden. Die bisherige Forschung der Politikwissenschaften und neuere Erkenntnisse von Zeithistorikern weisen darauf hin, dass es sich

25 Muriel RAMBOUR, „Les oppositions à l'Europe sont-elles structurées politiquement?“ in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

26 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

beim Euroskeptizismus und Anti-Europäismus um ein schon weitreichend bekanntes Phänomen handelt<sup>27</sup>. Dabei identifizierten die Politikwissenschaftler den Euroskeptizismus in den 1980er Jahren zunächst klar als eine britische Erscheinung, die mit der ablehnenden Haltung Margaret Thatchers zur Europäischen Gemeinschaft (EG) ihren Einzug in die britische Politikarena fand<sup>28</sup>. Dabei wurde zwischen zwei Typen der Opposition gegen Europa unterschieden: der Opposition gegen das Prinzip der europäischen Einigung an sich (*hard Euroscepticism*) und die Opposition gegen die Art und Weise, wie diese von der EG und danach von der EU umgesetzt wird (*soft Euroscepticism*)<sup>29</sup>. Aus historischer Sicht kann der Euroskeptizismus noch viel weiter zurückverfolgt werden: Widerstände (*résistances*) gegen Europa seien demnach so alt wie die europäische Idee selbst<sup>30</sup>. Zeitgenössische Historiker zeigen demnach auf, dass es europessimistische Haltungen schon in früheren Krisen des europäischen Einigungsprozesses gegeben hat, z.B. 1965 bei de Gaulles Politik des leeren Stuhls oder in der Phase der Eurosklerose in den 1970er Jahren. Sogar schon in der Zwischenkriegszeit der 1920er, 1930er Jahre, in denen viele europäische Projekte existierten, scheiterten diese an der generellen integrationsfeindlichen Stimmung dieser Periode<sup>31</sup>.

Zweitens ist es für die Analyse der euroskeptischen und anti-europäischen Bewegungen im Europäischen Parlament wichtig, dieses politische Phänomen in einen globalen sozialpolitischen und gesellschaftlichen Kontext zu stellen. Opposition gegen Europa ist nämlich spätestens seit Anfang der 1990er Jahre ein gesamteuropäisches Problem, das weite Teile der Bevölkerung in Europa betrifft. Seit der Ablehnung des Maastrichter Vertrages 1992 durch die Dänen und der knappen Mehrheit der französischen Bevölkerung für diesen weiteren Schritt der europäischen Einigung hat der Euroskeptizismus stetig zugenommen und ist zu einem sichtbaren Problem für die EU insgesamt geworden<sup>32</sup>. Das Ablehnungsverhalten bei den verschiedenen Referenda zu den darauffolgenden europäischen Verträgen von Nizza, der europäischen Verfassung bis hin zum Lissaboner Vertrag illustriert hierbei das Schwinden des sogenannten „permissiven Konsenses“ zur europäischen Einigung, also das Ende einer passiven Duldung dieses Prozesses durch die europäischen Bürger<sup>33</sup>. Als Gründe für den Verlust dieses „permissiven Konsenses“ werden übereinstimmend immer wieder sowohl die

27 Cf. Maria GAINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

28 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIAK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

29 Petr KOPECKY, Cas MUDDE, „The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe“, *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.

30 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.

31 Marie-Thérèse BITSCH, „Préface“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 19. Cf. Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.

32 Frédéric CLAVERT, „Introduction“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.

33 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.

„fehlende politische Legitimität“ der europäischen Institutionen<sup>34</sup>, die bürgerferne Brüsseler Bürokratie<sup>35</sup> und das Versäumnis, das elitäre Konstrukt der europäischen Institutionen für den Bürger verständlich zu machen, genannt. Steigender Erfolg anti-europäischer politischer Parteien kann daher auch partiell auf den insgesamt ansteigenden öffentlichen Euroskeptizismus zurückgeführt werden.

Drittens sollte bei der Identifizierung der anti-europäischen und euroskeptischen Bewegungen darauf geachtet werden, dass es sich im politischen Spektrum seit den 1990er Jahren nicht mehr nur hauptsächlich um die „klassischen“ marginalen Parteien aus dem extremen linken oder rechten Lager (neo-kommunistische, postkommunistische, national-populistische und rechtsextremistische Formatierungen) handelt, sondern dass zum einen neue anti-europäische Parteien auftreten (z.B. die Fünf-Sterne-Bewegung in Italien) und zum anderen auch die sogenannten *mainstream*-Parteien (also z.B. auch deutsche Sozialdemokraten, britische Konservative oder französische Neo-Gaullisten) anti-europäische oder euroskeptische Positionen verfechten<sup>36</sup>. Diesbezüglich erweist sich nun der Euroskeptizismus und Anti-Europäismus als ein besonders komplexes Phänomen, das weder homogen in seinen politischen Äußerungsformen, noch einheitlich oder gleich stark in allen europäischen Ländern vertreten ist.

Ein solcher Ansatz fordert vor allem eine sehr differenzierte Analyse, die sowohl länderbezogen wie auch in interdisziplinärer Perspektive vorgehen sollte. In unseren beiden Bänden zu den „2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism“ wird vor allem der Wahlerfolg europafeindlicher Parteien in den Mitgliedstaaten der EU analysiert. Dabei wird zunächst im ersten Band generell der Anti-Europäismus und Euroskeptizismus als politisches Phänomen und interdisziplinäres Forschungsobjekt untersucht, wobei vor allem ein Blick auf das „traditionell“ euroskeptische Großbritannien und auf die teilweise neu aufkommenden anti-europäischen Bewegungen in den Gründungsstaaten der EG geworfen wird (Frankreich, Deutschland, Italien, Niederlande). Im zweiten Band werden dann aufeinanderfolgend drei weitere Gruppen von Mitgliedstaaten der EU analysiert: die Mittelmeerländer, die bis auf Zypern in den 1980er Jahren der EU beigetreten sind (Spanien, Portugal, Griechenland), danach die 1995 in die EU aufgenommenen skandinavischen Länder (Schweden und Finnland) sowie Österreich, und schließlich die Staaten der 2004 EU-Erweiterung, d.h. die mittel- und osteuropäischen sowie die baltischen Länder (Tschechien, Slowakei, Ungarn, Estland und Lettland).

Der zweite Band unserer Reihe *2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* widmet sich im ersten Teil zunächst den Südländern der EU, die bis auf Zypern schon seit den 1980er Jahren der EG angehören. Vor allem in Spanien und Griechenland wird der Erfolg euroskeptischer Parteien bei den Europawahlen als Folge der schweren Wirtschafts- und Währungskrise und

34 Simon LANG, „Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.

35 Eugen PFISTER, „Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschauen nach 1945“ in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

36 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, „Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 141-155.

der daraus resultierenden Haltung der EU zu diesen Staaten interpretiert. So sieht Antonio Elorza den Einzug von Pablo Iglesias und seiner linksradikalen Partei Podemos ins Europaparlament im Mai 2014 als ersten Schritt einer Aufstiegsbewegung, die diese Partei für den internen Machtgewinn in Spanien nutzen will. Europafeindlichkeit wird also hier als Mittel zum Zweck für nationale politische Ziele eingesetzt.

Der dramatische Anstieg des europafeindlichen Wahlverhaltens in Griechenland wird hingegen von Iannis Konstantinidis als klares Zeichen der enttäuschten Abwendung der Griechen von der EU gewertet. Diese „neue“ harte Opposition gegen Europa wird nicht nur durch den Wahlerfolg anti-europäischer Parteien bei den Europawahlen 2014 belegt, sondern mehr noch durch das Referendum 2015, bei dem die Griechen die von den europäischen Partnern vorgeschlagene Vereinbarung ablehnten und so den Verbleib Griechenlands in der EU gefährdeten.

Die Analyse des Europaskeptizismus in Zypern von Andreas Stergiou ergibt ein nicht ganz so eindeutiges Bild vom Widerstand gegen Europa. Dabei argumentiert der Autor, dass es neben den beiden antieuropäischen Parteien (der zypriotischen kommunistischen Partei AKEL und der rechtsextremen Partei ELAM) viele heterogene, nicht parteigebundene euroskeptische Wahrnehmungen gibt, die weder dem klassischen „harten“ noch dem „weichen“ Euroskeptizismus zugeordnet werden können.

In Bezug auf steigende Europafeindlichkeit bei den Europawahlen kann Portugal klar als Ausnahme unter den Südstaaten bezeichnet werden. Alice Cunha stellt fest, dass in Portugal trotz der schweren Wirtschaftskrise und der damit verbundenen Probleme der Verschuldung und Arbeitslosigkeit kein harter Euroskeptizismus aufgekommen ist. Die Wahlergebnisse der rechts- und linksextremen anti-europäischen Parteien des Jahres 2014 sind mit denen der vorherigen Europawahl (2009) vergleichbar.

Bei der Analyse der 1995 beigetretenen skandinavischen EU-Staaten und Österreichs im zweiten Teil dieses Bandes muss zwischen „traditionellem“ nordischem Europaskeptizismus und neuen anti-europäischen Bewegungen unterschieden werden. Svante Ersson erläutert, dass das zunächst euroskeptische Schweden seit 1995 eine immer positivere Haltung gegenüber der EU entwickelt hat. Die Europafeindlichkeit hat erst mit dem Wahlerfolg der national-populistischen Schwedendemokraten (SD) bei den Europawahlen 2014 eine Art Renaissance erfahren. Die Partei kämpft jedoch nicht in erster Linie gegen die EU, sondern vor allem gegen die Zuwanderung, und sie verfiert europafeindliche Positionen hauptsächlich in Bezug auf dieses Thema.

Auch in Finnland, so bestätigt David Arter, strebt keine der Parteien den Austritt Finnlands aus der EU an. Europakritische Kandidaten konnten bei den Europawahlen 2014 hauptsächlich durch das finnische Präferenzwahlssystem insgesamt dennoch ein Viertel der Stimmen erringen. In Österreich ist die Situation eine völlig andere, wie Patrick Moreau in seinem Artikel belegt. Die FPÖ ist eine ideologisch harte europafeindliche Partei, deren Wahlerfolg bei den Europawahlen 2014 vor allem darauf zurückzuführen ist, dass alle anderen rechtsextremen Gruppierungen verschwunden sind. So konnte die FPÖ ein weitaus breiteres Spektrum der österreichischen Bevölkerung anziehen. Opposition gegen Europa wird damit zur *Mainstream*-Position, eine Entwicklung, die durch die wirtschaft-



liche Krise, den Anstieg der Arbeitslosigkeit und der Zuwanderung noch verschärft wird.

Der dritte Teil dieses Bandes widmet sich den ost- und mitteleuropäischen Ländern sowie den baltischen Staaten. Diese seit 2004 in die EU integrierten Mitgliedstaaten erfahren eine sehr unterschiedliche Ausprägung von Euroskeptizismus. Während z.B. Petr Kaniok darlegt, dass tschechische euroskeptische Bewegungen immer noch sehr schwach sind und bei den Europawahlen 2014 anti-europäischen Positionen von Parteien kaum Bedeutung zukam, hat sich, laut der Analyse von Peter Spáč die Situation in der Slowakei stark verändert:

Während noch Ende der 1990er Jahre die Aussicht auf EU-Mitgliedschaft durch alle Parteien hinweg positive Haltungen zur europäischen Integration auslöste, wuchs der Euroskeptizismus in den letzten Jahren an. Aufgrund der Enttäuschung über Europa konnten vier europafeindliche Gruppierungen vom liberalen bis zum rechtsextremen Spektrum bei den Europawahlen 2014 Erfolge erzielen, wenn auch die etablierten politischen Parteien weiterhin der EU positiv gegenüber stehen und in die europäischen Parteistrukturen eingebunden sind.

In Ungarn ist der Anti-Europäismus noch viel stärker ausgeprägt. Péter Csingár zeigt die gravierende Veränderung der ungarischen Parteienlandschaft seit dem Beitritt zur EU 2004 auf. Demnach hat sich das nationale Selbstbewusstsein gegenüber der EU so weit zugespitzt, dass der Euroskeptizismus bei fast allen Parteien vorherrschend ist. Bei den Europawahlen 2014 wurden weitgehend euroskeptische Positionen verfochten, wenn auch in unterschiedlicher Form und Intensität. In den baltischen Staaten hat der Erfolg des Euroskeptizismus bei den Europawahlen andere Ursachen. Toomas Alatalu stellt fest, dass in Estland die Ablehnung der EU eher das Misstrauen gegenüber der estnischen politischen Elite als eine echte europafeindlichkeit widerspiegelt. Dies erklärt auch den Erfolg einiger unabhängiger euroskeptischer Politiker bei der Europawahl, die als Protestkandidaten in das EU-Parlament einzogen. Im Gegensatz dazu betont Juris Rozenvalds, dass die lettische jüngere Bevölkerung – einschließlich der russischsprachigen – generell europafreundlich sei und der Euroskeptizismus eher von der von Russland kontrollierten russischsprachigen Medienlandschaft geschürt würde. Euroskeptizismus hat hier also eher innenpolitische Wurzeln, die mit der Behandlung der russischen Minderheit in Lettland zusammenhängen.